



Déclaration liminaire CTSD
8 Novembre 2018

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le bilan de cette rentrée 2018 pour l'Unsa Education s'inscrit dans un climat d'inquiétude pour tous les personnels. Alors que le débat budgétaire va s'ouvrir au parlement, dans l'Education nationale, le chiffre des suppressions de postes cache des situations différentes :

- moins 2 450 postes dans le 2nd degré confronté pourtant à une hausse démographique,
- moins 400 postes d'administratifs s'ajoutant à celles de l'an dernier
- plus 2 325 postes dans le 1er degré.

Déshabiller l'un pour habiller quelque peu l'autre est donc la boussole qui pilote le ministère de l'Éducation Nationale : ce budget marque symboliquement une rupture dans la politique gouvernementale. L'Education de la jeunesse n'est plus aujourd'hui la priorité. C'est pourquoi l'Unsa Education appelle à un mouvement de grève le 12 novembre avec d'autres organisations syndicales.

Dans le département du Val d'Oise, la situation nous inquiète également.

Pour la rentrée scolaire des élèves, il a de nouveau été demandé aux enseignant·e·s de créer un climat convivial en organisant une entrée en musique.

Pour la profession, les « fausses notes » sont multiples :

- appréciations pour les passages des corps,
- restrictions budgétaires en masse,
- annonce de suppressions de postes, en particulier dans le secondaire et l'administratif
- retour du jour de carence
- fin des emplois aidés (type EVS)
- disparition de la quasi-totalité des PDMQDC

Toutefois, la dotation en postes sur le Val d'Oise a été positive pour le 1^{er} degré et a répondu aux besoins démographiques conjugués à la création des CP 12 en REP et CE1 12 en REP +.

Avec la suppression des emplois aidés hors AESH, nous vous rappelons que le gouvernement s'était engagé à mettre en place des emplois pérennes pour l'aide administrative pour toutes les écoles. La « simplification des tâches des directeurs » n'a jamais vu le jour, bien au contraire, et le récent rapport sur les directeurs d'école réalisé par Georges Fotinos et José Mario Horenstein montre que la profession est à bout de souffle.

En termes d'équipements, les chiffres évoqués ce jour souligneront une fois de plus la pression démographique dans le Val d'Oise. Cela met en tension notre système éducatif.

Dans le département, l'annonce faite concernant la gestion des bourses départementales par les services de gestion des collèges alourdit encore les missions des personnels administratifs, ainsi que les risques qui pèsent sur les ordonnateurs et les agents comptables. Nous regrettons que cela se soit fait sans concertation préalable, négligeant ainsi un dialogue social qui aurait pourtant été le bienvenu sur ce point.

Pour le second degré, les inquiétudes sont également présentes. Au collège comme au lycée, les effectifs sont de plus en plus lourds et si les dotations horaires sont en augmentation, elles peinent tout de même à accompagner la démographie croissante de notre département. Des ajustements ont pu avoir lieu à la demande des équipes et nous en sommes satisfaits, mais c'est un mode de fonctionnement qui ne peut plus durer.

On constate que certains établissements atteignent déjà leur capacité d'accueil maximale alors que le nombre d'élèves est à la hausse à chaque rentrée. Il convient dès aujourd'hui d'anticiper l'ouverture de nouveaux établissements scolaires afin de ne pas continuer de mettre les établissements actuels sous tension.

Par ailleurs, les élèves ayant effectué cette année leur entrée en seconde devront choisir des parcours en première et en terminale qui ne se sont pas encore finalisés. Les réformes du lycée, menées à marche forcée, suscitent de nombreuses interrogations dont l'Unsa Education, pour les personnels enseignants et les personnels de direction, se fait l'écho. Ce bilan de rentrée ne peut être complet que si l'on dispose d'une vision claire de la suite, et ce n'est pas le cas pour le moment. La mise en place de la carte des formations, la mise en place de nouveaux programmes et l'adéquation de ces réformes avec l'enseignement supérieur, ce sont autant de sujets qu'il nous faut aborder dès à présent.

Comme vous le savez, l'Unsa Education est une organisation réformatrice qui est capable de travailler et d'engranger des mesures qui font avancer, évoluer l'École que nous voulons être celle de demain, pour les citoyens de demain. Mais si notre ministre de l'Éducation insiste sur l'école de la confiance, nous sommes plus

dubitatifs aujourd'hui sur la situation d'ensemble. A l'heure où les problématiques de climat scolaire font l'objet de nombreuses préoccupations relayées par les médias, à l'heure où l'on demande aux personnels de mettre en œuvre des réformes sans feuille de route précise, à l'heure où la charge de travail en termes d'orientation s'alourdit, nous, à l'Unsa Éducation, exprimons de réelles inquiétudes quant à la qualité de vie au travail des collègues.

Enfin, le projet de construire 13 académies à l'image des 13 régions qui se met en place rapidement est aussi un sujet de préoccupation. Qu'en sera-t-il du périmètre du département dans ce dispositif ? Qu'en sera-t-il surtout de la gestion des personnels, de la gestion RH de proximité et de la mobilité de tous les personnels ? Même si les sujets d'inquiétude et de questionnement sont nombreux comme le montre notre déclaration, les représentant·e·s de l'Unsa Education seront présent·e·s dans toutes les discussions pour faire avancer nos idées et porter le projet d'une Ecole de la réussite pour toutes et tous, personnels comme élèves.

Nous vous remercions.